



**DOSSIER DE CANDIDATURE A L'INSCRIPTION 2026  
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC  
A RENVOYER AVANT LE 1<sup>er</sup> MARS 2025  
PERSONNE PHYSIQUE**

**Constitution du dossier**

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Outre une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée, vous voudrez bien établir, pour chacune de vos demandes (mineurs victimes, mineurs isolés ou les deux) une chemise portant le titre de la liste concernée et dans laquelle vous verserez les justificatifs demandés.

Vous trouverez, en page 2 un rappel des pièces qui doivent être obligatoirement jointes à votre dossier.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe.

**Envoi ou dépôt du dossier**

Ce dossier de candidature devra être adressé par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé au Procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort de votre lieu de résidence ou du siège social de l'association candidate.

Vous trouverez ci-dessous mentionnées les adresses des différents parquets du ressort et votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

***Monsieur le Procureur de la République  
Service des Mineurs  
Tribunal Judiciaire de ....***

TJ d'Auxerre - 1, place du Palais de Justice, BP 39, 89010 Auxerre Cedex,  
TJ de Bobigny - 173, avenue Paul Vaillant Couturier, 93008 Bobigny,  
TJ de Créteil - Rue pasteur Vallery-Radot, 94011 Créteil,  
TJ d'Evry - 9, rue des Mazières, 91012 Evry,  
TJ de Fontainebleau - 159, rue Grande, 77305 Fontainebleau,  
TJ de Meaux - Avenue Salvador Allende, 77109 Meaux Cedex,  
TJ de Melun - 2, avenue du Général Leclerc, 77010 Melun,  
TJ de Paris - Parvis du Tribunal de Paris, 75859 Paris Cedex 17  
TJ de Sens - 1, rue du Palais de Justice, 89108 Sens Cedex



DEMANDE D'INSCRIPTION  
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC  
**PERSONNE PHYSIQUE**

**LISTE DES PIÈCES À PRODUIRE**

***POUR LES PERSONNES PHYSIQUES***

- Lettre de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans au moins et de 70 ans au plus, précisant la liste sur laquelle il souhaite être inscrit à savoir:
  - liste des administrateurs ad hoc pour les actions pénales dont un mineur a été victime ou pour les procédures dans lesquelles il y a, pour le mineur, une opposition d'intérêt,
  - liste des administrateurs ad hoc pour la représentation des mineurs maintenus en zone d'attente ou demandeurs du statut de réfugié,
- - sur les deux listes
- extrait d'acte de naissance,
- photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour,
- justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel (*pour les mineurs isolés*),
- justificatif de domicile dans le ressort de la cour d'appel **ou** des cours d'appel limitrophes (*pour les mineurs victimes*),
- curriculum vitae,
- éventuellement justificatif de l'inscription antérieure,
- photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères,
- justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.),
- déclaration sur l'honneur du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe page 5).



**DEMANDE D'INSCRIPTION  
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC  
PERSONNE PHYSIQUE**

Article 706-50 du code de procédure pénale

Article R 53 à R 53-8 du code de procédure pénale

Articles R-111-13 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Articles R 343-2 à R343-11 du code de l'entrée du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :**

- mineurs victimes ou pour lesquels il y a une opposition d'intérêts  OUI  NON

- mineurs isolés étrangers  OUI  NON

- sur les deux  OUI  NON

1<sup>ère</sup> demande  OUI  NON (préciser les années des précédentes demandes : .....)

**Inscription :**

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de Paris ?  OUI  NON

Si oui, précisez la date d'inscription : .....  
le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision)

- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel  OUI  NON

Si oui, précisez la date d'inscription : .....  
le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision)

**A) IDENTITÉ DU CANDIDAT :**

**Photo d'identité**

**Nom :** .....  
(pour les personnes mariées, nom de naissance suivi du nom d'usage)

**Préciser le nom sous lequel vous exercez et souhaitez figurer dans l'annuaire :**

.....

**Prénom(s) :** .....

**Date de naissance**.....

**Lieu de naissance** ..... **Département ou pays** .....

**Nationalité :** .....

**Situation de famille :**  célibataire  marié  pacsé

**Nom du conjoint** .....

**Profession du conjoint** .....



- Joindre copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour.

**B) ADRESSE ET COORDONNÉES DU CANDIDAT :**

adresse personnelle:.....  
code postal : .....  
ville : .....  
Numéro de téléphone personnel : .....  
Adresse e-mail personnelle : .....

***MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC EN CAS D'INSCRIPTION***

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc :.....  
**(adresse qui figurera dans l'annuaire)**.....  
Nom : .....  
Prénom(s) : .....  
Numéro de téléphone : .....  
Numéro de portable : .....  
Adresse e-mail : .....

**C) LES DIPLOMES, TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS**

- Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères,
- les langues étrangères parlées - langue des signes,
- permis de conduire.

**D) ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE ET AUTRES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LE CANDIDAT (ex: enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)**

- Joindre un curriculum vitae,
- détailler les activités en mettant en évidence le lien avec l'inscription sur la liste des administrateurs ad hoc et l'ancienneté de l'intérêt porté aux questions de l'enfance.

**E) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC**

Nombre de désignations en qualité d'administrateur ad hoc :

- pour son compte personnel : .....  
.....  
.....  
- pour le compte d'une association .....  
.....  
.....

**REEMPLIR L'IMPRIME "Etat détaillé des missions d'administrateur ad hoc confiées (page 6)"**

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure.



## **DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné(e) (*nom-prénom-qualité*).....  
atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du Procureur Général de la cour d'appel de Paris (34 quai des Orfèvres, 75055 Paris Cedex 01) toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation :

En outre,

J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,

J'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre V du livre VI du code de commerce relative au redressement et à la liquidation des entreprises,

J'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article R 53-1 du code de procédure pénale,

et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'administrateur ad hoc avec diligence et à réaliser moi-même les mandats qui me seront confiés.

Fait à ....., le.....

Signature  
*nom-prénom-qualité*



**ETAT DETAILLE DES MISSIONS D'ADMINISTRATEURS AD HOC CONFIEES**

Juridiction et magistrat mandant	N° de répertoire	Date de la décision	Échéance	Date du rapport de fin de mission	Observations